

L'Allemagne proclame sa volonté de paix

Discours adressé au peuple allemand par le
Chancelier Hitler,
le 14 Octobre 1933

Imprimerie et Maison d'édition Liebheit & Thiesen, Berlin SW 19

Chers compatriotes,

lorsqu'en novembre 1918, plein de confiance dans les quatorze points du Président Wilson, le peuple allemand déposa les armes, un lutte néfaste prit fin, dont on pouvait, certes, rendre responsables certains hommes d'État, mais non les peuples. Si le peuple allemand a combattu avec un tel héroïsme, c'est qu'il avait la profonde conviction d'avoir été attaqué injustement et, par conséquent, de livrer un juste combat. Les autres nations n'ont guère idée des sacrifices que le peuple allemand, presque réduit à ses seules ressources, a dû alors consentir. Si le monde avait alors tendu loyalement la main à l'ennemi effondré, bien des souffrances, bien des déceptions auraient été épargnées à l'humanité.

Mais c'est encore le peuple allemand qui a dû subir la désillusion la plus amère. *Jamais un vaincu ne s'est employé aussi consciencieusement à contribuer à la guérison des blessures faites à ses adversaires*, que le peuple allemand, si appliqué, au cours des longues années à remplir les conditions du traité qui lui avait été dicté. Si tous ces sacrifices n'ont pu aboutir à une véritable pacification des peuples, cela tenait à l'esprit même d'un traité qui, en perpétuant l'idée de vainqueurs et de vaincus, éternisait la haine et l'hostilité. Les peuples étaient en droit d'attendre que de cette guerre, la plus grande de l'histoire du monde, on tirât une leçon, à savoir combien, particulièrement pour les nations européennes, la grandeur des sacrifices à consentir est disproportionnée au gain possible. Aussi, lorsqu'on imposa au peuple allemand dans ce traité la destruction de ses armements pour rendre possible un désarmement universel, il y eut d'innombrables personnes qui crurent voir là un signe qu'une mentalité nouvelle allait dominer.

Le peuple allemand a détruit ses armes.

Ayant confiance que ses anciens adversaires respecteraient les traités, il les a exécutés lui-même avec une fidélité vraiment fanatique. Il a désarmé, détruit, réduit en ferraille un immense

matériel de guerre, sur mer, sur terre et dans les airs. Sur le désir des puissances qui lui avaient dicté la paix, une petite armée professionnelle, avec un équipement militaire tout à fait insignifiant, prit la place de son ancienne armée, qui comptait plusieurs millions de soldats. Mais, à cette époque, la direction politique de la nation était aux mains d'hommes dont les conceptions étaient ancrées dans l'idéologie du monde des vainqueurs. Le peuple allemand aurait pu espérer à bon droit que, déjà pour cette raison, le reste du monde remplirait sa promesse de la même façon que le peuple allemand s'appliquait à remplir ses obligations contractuelles à la sueur de son front, dans d'horribles détresses et des privations inouïes.

La guerre ne peut-être un état permanent de l'humanité. Aucune paix ne peut éterniser la guerre. Un jour, vainqueurs et vaincus doivent retrouver la voie de la collaboration, du rapprochement et de la confiance mutuelle. Durant quinze ans, le peuple allemand a espéré et attendu que la fin de la guerre serait suivie, enfin, de la disparition de la haine et des discordes. Mais le Traité de Paix de Versailles ne semblait pas viser à donner enfin la paix à l'humanité, mais plutôt à maintenir une haine inextinguible.

Les conséquences ne pouvaient pas manquer de se faire sentir. Lorsque le droit cède définitivement à la violence, un état d'insécurité permanente dérange et paralyse tout le cours des fonctions normales de la vie des peuples. En concluant ce traité, on avait entièrement oublié que le redressement du monde ne peut-être poursuivi par le travail d'esclave d'une nation violentée, mais seulement par la collaboration confiante de tous et que la première condition d'une telle collaboration est de surmonter enfin la psychose de guerre. On a oublié également que la question problématique de la responsabilité de la guerre ne peut-être éclaircie historiquement par le fait d'obliger les vaincus à signer, dans le préambule de cette paix, une déclaration de culpabilité, mais que les responsabilités dernières ressortent plutôt du contenu d'un traité ainsi dicté.

Le peuple allemand est profondément convaincu de n'avoir aucune part dans les responsabilités de la guerre.

Il se peut que les autres qui ont subi également ce malheur tragique soient animés de la même conviction. Il est d'autant plus nécessaire, alors, que l'on s'applique de tous côtés à ce qu'un tel sentiment n'aboutisse pas à une hostilité perpétuelle et à ce que le souvenir de la catastrophe subie par les peuples ne soit pas artificiellement perpétué, éternisant d'une manière qui n'est pas naturelle l'idée de vainqueur et de vaincu, créant

une inégalité de droit, qui se perpétue également et remplit les uns d'un orgueil compréhensible et les autres d'un amer ressentiment.

Ce n'est point par hasard qu'une période désastreuse pour l'humanité et traînée artificiellement en longueur ait les pires conséquences.

A une débâcle tragique de la vie économique a succédé une décadence non moins menaçante dans le domaine de la politique générale.

Quel pouvait bien être le sens de la guerre mondiale si ses suites aboutissaient à une série de catastrophes économiques non-seulement pour les vaincus, mais aussi pour les vainqueurs?

Le bien-être des peuples ne s'est pas accru, leur essor politique, leur contentement personnel, ne sont vraiment pas devenus plus profonds. Des armées de chômeurs se sont formées et constituent même une nouvelle classe sociale. A mesure que la structure économique des nations se trouve ébranlée, leur structure sociale également, commence à s'écrouler.

Mais c'est l'Allemagne, qui a eu le plus à souffrir de ces effets du Traité de Paix et de l'insécurité générale engendrée par lui. Le nombre des chômeurs a atteint le tiers du chiffre normal de la population laborieuse. Cela revient à dire qu'en Allemagne, si l'on compte les membres des familles des chômeurs, sur une population de 65 millions, 20 millions de personnes étaient sans aucun moyen d'existence ni aucune perspective d'avenir.

Ce n'était qu'une question de temps et cette armée de déshérités économiques devenait une armée de fanatiques qui, dans le domaine politique comme dans le domaine social, se dressaient en ennemis de l'humanité.

Ainsi, un des plus anciens pays de l'humanité civilisée se trouvait, avec plus de six millions de communistes, acculé à une catastrophe, et seules les intelligences blasées pourraient rester aveugles à cette menace. Si l'émeute rouge avait ravagé l'Allemagne comme un incendie, on aurait dû enfin comprendre, dans les nations civilisées, à l'occident de l'Europe, qu'il n'est pas indifférent que, sur le Rhin et aux rives de la Mer du Nord, se trouvent des avant-postes d'un empire asiatique à l'esprit révolutionnaire expansif, ou de paisibles paysans et ouvriers allemands voulant gagner leur pain par un honnête

travail, sincèrement liés aux autres peuples de la civilisation européenne.

Le mouvement national-socialiste allemand, en préservant l'Allemagne de cette catastrophe menaçante, a non seulement sauvé le peuple allemand, mais s'est acquis un mérite de valeur historique au regard du reste de l'Europe.

Cette révolution nationale-socialiste ne poursuivait qu'un seul but: rétablir l'ordre au sein de la population nationale, procurer du travail et du pain aux masses affamées, proclamer les idées d'honneur, de fidélité, de loyauté comme éléments d'une morale qui ne peut causer aucun dommage aux autres peuples, mais contribuer, au contraire, dans la plus large mesure à l'utilité générale.

Si le mouvement national-socialiste n'était pas le représentant d'un trésor d'idéaux, il n'aurait jamais réussi à sauver notre peuple de la dernière catastrophe. Il est resté fidèle à ces idéaux non seulement pendant la période où il a lutté pour obtenir le pouvoir, mais encore pendant la période où il en a exercé la possession.

La bassesse, la corruption, toute cette mentalité déshonorante qui s'était formée dans notre peuple depuis ce malheureux Traité de Versailles, nous l'avons attaquée et combattue. Le mouvement s'était imposé pour tâche, sans distinction de personnes, de réintégrer dans leurs droits la fidélité, la bonne foi et la loyauté.

Depuis huit mois, nous menons une lutte héroïque contre la menace communiste qui pesait sur notre peuple, désorganisait notre culture, décomposait notre art et empoisonnait notre morale publique. Nous avons mis fin à la négation de Dieu, aux outrages à la religion. Nous remercions humblement la Providence de n'avoir pas laissé sans succès notre lutte contre la détresse du chômage et nos efforts pour sauver le paysan allemand.

Dans le cadre d'un programme pour l'exécution duquel nous envisageons une période de quatre années, nous avons, en huit mois à peine, ramené à une production utile un chiffre de chômeurs dépassant 2¼ millions, sur les six millions de sans-travail qu'il y avait chez nous.

Le meilleur témoin de cet immense effort est le peuple allemand lui-même. Il prouvera au monde combien il se solidarise avec un régime qui n'a pas d'autre but que de collaborer, par les œuvres d'un travail pacifique et d'une haute culture, à la restauration d'un monde actuellement peu satisfait.

Mais ce monde, auquel nous ne faisons aucun mal et auquel nous ne demandons que de nous laisser travailler paisiblement, nous accable, depuis des mois, d'un déluge de mensonges et de calomnies.

Pendant que s'accomplissait en Allemagne une révolution qui n'a point, comme la Révolution française ou russe, coûté d'hécatombes humaines, qui n'a point assassiné d'otages, qui n'a point anéanti, comme l'insurrection des communards à Paris ou les révolutions rouges de Bavière et de Hongrie, de bâtiments artistiques ni d'œuvres d'art, incendiés par des pétroleuses, une révolution au cours de laquelle, *au contraire, on n'a pas brisé un seul étalage, on n'a pas pillé un seul magasin, pas détérioré une seule maison*, des excitateurs sans conscience répandaient un flot de prétendues nouvelles d'atrocités, qui ne peuvent être comparées qu'aux mensonges fabriqués au début de la guerre par les mêmes éléments!

Pendant ces derniers mois, des milliers d'Américains, d'Anglais et de Français ont parcouru l'Allemagne, et ils ont pu voir de leurs propres yeux

**qu'il n'y a pas de pays au monde où l'ordre et la paix
règnent mieux que dans l'Allemagne actuelle,**

que nulle part au monde la personne et la propriété ne sont mieux respectées qu'en Allemagne; *que, dans aucun pays du monde, on n'a mené une lutte plus rude contre ces éléments criminels qui croyaient pouvoir laisser libre cours à leurs bas instincts déchaînés contre leurs contemporains.* Ce sont ces éléments et leurs complices communistes qui s'efforcent aujourd'hui, comme émigrants, d'exciter les uns contre les autres des peuples honnêtes et loyaux.

Le peuple allemand n'a aucune raison d'envier au reste du monde cette conquête. Nous sommes convaincus qu'il suffira de quelques années pour que les ressortissants honorables des autres nations, se rendent complètement et clairement compte de la valeur intrinsèque de ces « dignes » éléments qui, sous l'efficace étiquette de réfugiés politiques, ont vidé les lieux où s'exerçait, avec une absence plus ou moins complète de scrupules, leur activité économique.

Mais que dirait le monde de l'Allemagne, si, en faveur d'un sujet qui aurait tenté d'incendier le Parlement britannique, nous laissions se poursuivre une comédie d'enquête qui ne saurait avoir d'autre sens que de ravalier la justice britannique au-dessous du niveau d'un tel gredin. En tant qu'Allemand et que National-Socialiste, je n'aurais aucun intérêt à intervenir

en Allemagne pour un étranger qui s'efforce de saper, en Angleterre, l'État et les lois nationales ou même de livrer aux flammes le symbole monumental de la constitution britannique.

Et même si ce sujet — puisse Dieu nous en épargner la honte — était un Allemand, nous ne le couvririons pas, mais nous ne pourrions que regretter très profondément qu'un tel malheur dût nous frapper et nous n'aurions qu'un seul désir, à savoir que la justice britannique veuille bien délivrer l'humanité d'un tel fléau, en se montrant implacable à son égard.

Mais nous avons — inversement — assez d'honneur pour nous indigner de la comédie qui, suggérée par d'obscurs éléments, doit servir à humilier et à rabaisser la Cour Suprême judiciaire d'Allemagne et nous nous attristons profondément à la pensée que, par de telles méthodes, on excite et on sépare des peuples dont nous savons que la valeur morale est infiniment supérieure à celle de ces éléments, des peuples que nous voulons estimer et avec lesquels nous souhaitons de vivre dans les sentiments d'une sincère amitié.

Ces individus méprisables ont réussi à créer dans le monde une psychose dont la duplicité malade et hystérique peut être démontrée par un exemple vraiment classique: en effet, les mêmes éléments qui se lamentent, d'un côté, sur l'oppression et «la tyrannie» exercée sur le pauvre peuple allemand par les chefs nationaux-socialistes, déclarent, d'un autre côté, avec un sans-gêne effronté, que les assurances de paix faites en Allemagne sont sans aucune importance, parce que seuls quelques ministres nationaux-socialistes ou le chancelier d'Allemagne les formulent, tandis que le peuple serait rempli d'un sauvage esprit de guerre. Ainsi

suivant les besoins, on présente le peuple allemand tantôt comme pitoyablement malheureux et opprimé, tantôt comme brutal et animé d'un violent esprit d'offensive.

Je considère comme la manifestation d'un sentiment plus noble de justice le fait que le Président du Conseil français, M. Daladier, dans son dernier discours, a trouvé des paroles s'inspirant d'un esprit de conciliation et de compréhension, paroles dont des millions d'Allemands lui sont reconnaissants.

L'Allemagne nationale-socialiste n'a pas d'autre désir que de ramener la concurrence des peuples européens vers les domaines où ces peuples, dans la plus noble émulation réciproque, ont donné à toute l'humanité ces biens inestimables de la civilisation, de la

culture et de l'art, qui enrichissent et embellissent aujourd'hui la face du monde.

De même, c'est avec une émotion pleine d'espoir que nous prenons acte de l'assurance que le Gouvernement français, sous la direction de son chef actuel, n'a point l'intention d'offenser ou d'humilier l'Allemagne. Nous sommes émus de l'entendre rappeler cette trop triste vérité que ces deux grands peuples ont trop souvent, dans l'histoire, sacrifié sur les champs de bataille l'élite de leur jeunesse, le sang de leurs hommes mûrs.

C'est au nom de tout le peuple allemand que je parle lorsque j'affirme ici que nous sommes tous animés du sincère désir d'éteindre une inimitié dont les sacrifices sont absolument disproportionnés à tout profit possible.

Le peuple allemand est convaincu que son honneur militaire est resté pur et immaculé en des milliers de mêlées et de batailles; de même, nous considérons le soldat français comme notre vieux, mais glorieux adversaire. Le peuple allemand tout entier se réjouirait profondément à la pensée d'épargner aux enfants et petits-enfants de notre peuple les souffrances que nous, hommes mûrs, nous avons vues et que nous avons nous-mêmes dû supporter aux cours de longues années d'amertume. L'histoire des 150 dernières années devrait avoir instruit, par le cours changeant de ses péripéties, les deux peuples d'une vérité bien établie, à savoir qu'il n'est plus possible de réaliser des changements essentiels durables, même en mettant en jeu un maximum de vies humaines. *Mais, en tant que national-socialiste, je repousse l'idée-d'accord en cela avec tous mes partisans et en vertu même de nos principes nationaux-socialistes — de vouloir conquérir des membres d'un peuple étranger, qui n'auront tout de même jamais pour nous de réel amour, de les conquérir au prix du sang et de la vie de ceux qui nous sont chers. Ce serait un événement d'une importance inouïe pour toute l'humanité que de voir les deux peuples bannir une fois pour toutes la force brutale de leur vie commune.*

Le peuple allemand y est absolument prêt.

En faisant franchement valoir les droits qui nous sont donnés par les traités eux-mêmes, je veux aussi déclarer, avec une égale franchise, qu'il n'y a plus en dehors de cela pour l'Allemagne,

aucun conflit territorial

entre les deux pays.

Après le retour à l'Allemagne du Territoire de la Sarre, il faudrait être insensé pour penser à la possibilité d'une guerre entre les deux Etats, guerre pour laquelle, de notre point de vue,

il n'y a, dès lors, plus aucun motif ayant sa justification morale ou rationnelle.

En effet, personne ne pourrait exiger que, pour obtenir une correction, d'étendue et de valeur problématiques, des frontières actuelles, on anéantisse des millions de belles vies humaines.

Lorsque le Président du Conseil des ministres français demande pourquoi la jeunesse allemande se met en rangs et en colonnes et exécute des marches, nous lui répondrons que ce n'est point pour se livrer à des démonstrations contre la France, *mais pour manifester et démontrer cette formation de volonté politique qui était nécessaire pour abattre le communisme et qui continuera à être indispensable pour le maintenir en respect.* Il n'y a en Allemagne qu'une seule force détentrice d'armes, et c'est l'armée. Et il n'y a, inversement, pour les organisations nationales-socialistes qu'un ennemi, et c'est le communisme. Mais le monde doit admettre une fois pour toutes que le peuple allemand choisisse pour son organisation intérieure, destinée à protéger notre peuple contre ce danger, les formes qui seules sont de nature à garantir un succès.

Si le reste du monde se retranche dans des fortifications indestructibles, construit d'énormes escadres aériennes, fabrique des tanks géants, fond d'énormes canons, il ne peut invoquer une menace, étant donné que les nationaux-socialistes allemands exécutent absolument sans aucune arme, leurs marches en colonnes par quatre et donnent ainsi à la communauté populaire allemande une expression visible et une protection efficace!

Mais lorsque le Président du Conseil français demande, en outre, pourquoi l'Allemagne réclame des armes qui devraient être ultérieurement abandonnées, cette question repose sur une erreur:

Le peuple allemand et le Gouvernement allemand n'ont absolument point réclamé d'armes, mais seulement l'égalité des droits. Si le monde décide que toutes les armes, jusqu'à la dernière mitrailleuse, doivent être supprimées nous sommes prêts à nous rallier immédiatement à une telle convention. Si le monde décide que certaines armes doivent être détruites, nous sommes prêts à y renoncer d'avance. Mais si le monde accorde à chaque peuple des armes déterminées, nous ne sommes point disposés à nous laisser, en principe, traiter en peuple ne jouissant que de droit mineurs, et à nous laisser exclure de cette répartition!

En proclamant loyalement ce principe, qui correspond à notre conviction, notre attitude à l'égard des autres peuples est celle d'un partenaire qui se montre ainsi plus honnête que si, contrairement à sa conviction, il était prêt à accepter des conditions humiliantes et déshonorantes. *Car, par notre signature, nous engageons un peuple tout entier, alors que le négociateur sans honneur et sans caractère ne pourrait être que renié par son propre peuple.* Lorsque nous voulons conclure des traités avec des Anglais, des Français ou des Polonais, notre désir primordial est de ne les conclure qu'avec des hommes qui, par leurs conceptions, soient eux-mêmes des Anglais, des Français ou des Polonais à cent pour cent, et qui défendent les intérêts de leur propre nation.

En effet, ce n'est point avec des négociateurs que nous voulons signer des pactes, c'est avec des peuples que nous voulons conclure des traités.

Et si, aujourd'hui, nous nous élevons contre une campagne d'excitation sans scrupule, nous le faisons uniquement pour la raison que ce ne sont point les excitateurs mais, malheureusement, les peuples qui doivent payer de leur sang le crime de cette intoxication mondiale!

Les gouvernements allemands antérieurs sont entrés, pleins de confiance, dans la Société des Nations, animés qu'ils étaient de l'espoir de trouver en elle un forum où pussent se réaliser un honnête équilibre entre les intérêts des peuples et surtout une sincère réconciliation, entre les ci-devant ennemis.

Mais cela exigeait comme condition préalable la reconnaissance finale du rétablissement du peuple allemand dans une égalité de droits.

C'est sous les mêmes conditions que nous avons participé à la Conférence du désarmement.

Le fait de déclasser l'Allemagne jusqu'à n'être qu'un membre inégal en droit d'une telle institution ou d'une telle conférence constitue, pour une nation de soixante-cinq millions d'habitants, soucieuse de son honneur, et pour un gouvernement qui n'est pas moins soucieux du sien, une humiliation intolérable!

Le peuple allemand a rempli jusqu'à l'excès ses obligations de désarmement. C'eût été le tour des Etats armés d'exécuter, dans une non moindre mesure, les obligations analogues qui leur incombaient. *Le Gouvernement allemand prend part à cette Conférence, non point pour obtenir, par un marchandage, en faveur du peuple allemand quelques canons ou mitrailleuses,*

mais pour collaborer, en tant que facteur égal en droit, à la pacification générale du monde. L'Allemagne a autant de droit à la sécurité que les autres nations. Si le ministre anglais M. Baldwin considère comme allant de soi que l'Angleterre ne puisse entendre par désarmement que le désarmement des Etats fortement armés, s'effectuant parallèlement à l'armement de l'Angleterre jusqu'à un niveau commun, il serait peu correct d'accabler l'Allemagne de reproches sous le prétexte qu'en fin de compte elle réclame également pour elle, en tant que membre égal en droit de la Conférence, le bénéfice de la même interprétation. Mais on ne peut voir dans cette réclamation de l'Allemagne absolument aucune menace pour les autres Puissances. En effet, les organisations défensives des autres peuples ont été construites pour résister aux plus lourdes armes offensives, tandis que l'Allemagne ne réclame pas d'armes offensives, mais seulement les armes défensives qui, même à l'avenir, ne seront point interdites, mais permises à toutes les nations. Et à cet égard aussi l'Allemagne est prête d'avance à se contenter, au point de vue numérique, d'un minimum tout-à-fait disproportionné à l'équipement gigantesque en armes offensives et défensives de nos ci-devant ennemis.

Mais le déclassement sciemment infligé à notre peuple et qui consiste à accorder à chaque peuple du monde un droit reconnu comme évident et qui n'est refusé qu'à nous seuls, est ressenti par nous comme perpétuant, à notre égard, une discrimination qui nous est intolérable.

Dans mon discours de paix du mois de mai dernier, j'ai déjà déclaré que, dans de telles conditions, nous ne pourrions plus — à notre regret — continuer d'appartenir à la Société des nations, ni participer à des conférences internationales.

Les hommes qui dirigent aujourd'hui l'Allemagne n'ont rien de commun avec les traîtres stipendiés de novembre 1918.

Nous avons tous jadis, de même que tout Anglais et tout Français conscients de leur honneur, rempli notre devoir à l'égard de notre patrie, en exposant notre vie. Nous ne sommes pas responsables de la guerre, nous ne sommes pas responsables de ce qui s'est passé au cours de celle-ci, nous nous sentons seulement responsables de ce que tout homme d'honneur, à cette heure tragique de sa vie nationale, devait faire et de ce que nous avons, d'ailleurs, fait. Autant nous aimons notre peuple d'un amour illimité, autant nous nous inspirons de cet amour même pour souhaiter de tout cœur une entente avec les autres peuples et pour nous efforcer d'y

atteindre à chaque occasion et dans toute la mesure où cette entente est réalisable. *Mais, en tant que représentants d'un peuple loyal et en tant qu'exprimant notre propre personnalité d'hommes loyaux, nous considérons comme impossible de participer à des institutions dans des conditions qui ne sont tolérables que pour des gens sans honneur.* Il a pu se rencontrer peut-être jadis des hommes qui, en dépit d'une telle infériorisation, ont cru pouvoir participer à des arrangements internationaux. Il n'importe pas d'examiner si eux-mêmes étaient les meilleurs d'entre nous, mais il est certain qu'ils n'avaient point derrière eux la meilleure partie de notre peuple. Or, le monde ne peut avoir vraiment intérêt à traiter qu'avec des hommes d'honneur et non avec l'émanation problématique d'une nation, à conclure des traités avec les premiers et non avec les seconds, mais le monde doit de son côté, lui aussi, tenir compte du sentiment d'honneur d'un tel régime, de même que nous nous félicitons, nous mêmes, de pouvoir traiter avec des hommes d'honneur.

Cela est d'autant plus nécessaire que c'est seulement dans une telle atmosphère que l'on peut trouver les mesures capables d'aboutir à une véritable pacification des peuples. En effet, l'esprit d'une telle conférence ne saurait être que celui d'une entente sincère, sinon tous ces efforts seraient d'avance condamnés à échouer.

Ayant appris par les déclarations des délégués officiels d'une série de grands États qu'ils ne songent pas présentement à accorder à l'Allemagne une réelle égalité de droits, de son côté, l'Allemagne se voit présentement aussi dans l'impossibilité de continuer à s'imposer aux autres peuples, alors qu'on la laisse dans une situation si indigne d'elle.

Si elles étaient exécutées, les menaces de violence ne pourraient être que des violations du droit.

Le Gouvernement allemand a la profonde conviction que l'appel adressé par lui à toute la nation allemande démontrera au monde que l'amour de la paix, qui anime le Gouvernement, ainsi que sa conception de l'honneur, répondent fidèlement aux aspirations de paix et aux conceptions de l'honneur du peuple tout entier.

C'est en manifestation vivante de cette affirmation que je me suis décidé à prier M. le Président du Reich de dissoudre le Reichstag et, par de nouvelles élections combinées avec un référendum, d'offrir au peuple allemand la possibilité de formuler une

profession de foi historique

non seulement dans le sens d'une approbation des principes du Gouvernement, mais également dans le sens d'une solidarité inconditionnelle.

Puisse le monde retirer de cette profession de foi la conviction que le peuple allemand, dans cette lutte livrée pour l'égalité de ses droits et pour son honneur, déclare s'identifier sans réserve avec son Gouvernement, mais que tous deux n'ont pas de plus sincère et de plus ardent désir que de contribuer à clore une époque humaine d'erreurs tragiques, de querelles et de conflits regrettables entre des peuples qui, habitant le continent le plus important au point de vue de la civilisation, ont à remplir, dans l'avenir, à l'égard de toute l'humanité, une mission commune. *Puisse cette manifestation imposante de paix et d'honneur émanant de notre peuple donner aux relations mutuelles des États européens cette base primordiale qu'il faut créer pour mettre fin non seulement à une querelle et à un conflit séculaires, mais qui est, en outre, nécessaire pour la reconstruction d'une communauté meilleure:*

**La reconnaissance d'un devoir commun supérieur,
résultant de mêmes droits communs.**

Printed in Germany